Démocrate et Socialiste

De qui faut-il avoir peur ?

— De ceux qui violent la Constitution, créent des Comités d'Action Civique et usent du pouvoir personnel ?

— Ou de la Fédération de la Gauche Démocrate et Socialiste qui défend la légalité républicaine et annonce clairement son programme ?

— De l'inquiétant sourire de POMPIDOU ?

— Ou de la droiture de MENDES-FRANCE ?

— De ceux dont la politique étrangère varie sans cesse au gré des humeurs d'un seul (Canada, etc...), et sert les intérêts des marchands de canons, tout en excitant les nationalismes les plus aveugles, comme celui du NPD en Allemagne ?

— Ou de ceux, démocrates et socialistes, qui ont travaillé depuis vingt ans à la réconciliation des peuples, au désarmement contrôlé, au développement des institutions internationales et à l'unité de l'Europe ?

POUR un véritable **PLAN** économique et social

POUR le développement des **LIBERTÉS** et la cogestion

POUR la paix civile et la sauvegarde de la **RÉPUBLIQUE**

VOTEZ

Gérard SCHLOTTER

Professeur d'Enseignement technique - 32 ans

Suppléant: **Roch PERRIN**

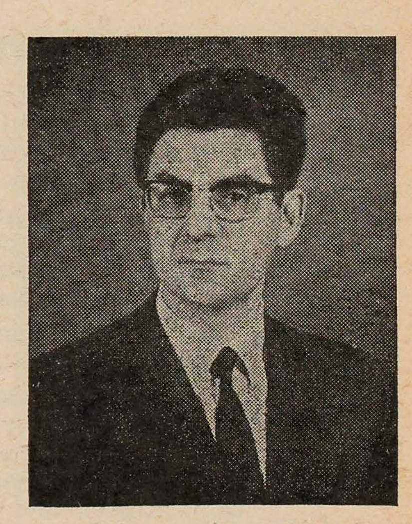
Professeur de Lettres

Comité local de la Fédération :

BARTOLO
Docteur en médecine

SCHIESS
Conseiller Municipal de Herrlisheim

VU : Les Candidats



Gérard SCHLOTTER
Professeur

Fédération de la Gauche

10 Jahre persönlicher Machtausübung haben unser Land bis an den Rand des Bürgerkrieges gebracht. Nun, da die zusammenhanglose und antisoziale Politik der Regierung gescheitert ist, gibt diese gewissen Forderungen nach, während sie im übrigen illusorische Versprechungen macht. Sie will den Franzosen Angst einjagen, indem sie das Gespenst der Unordnung und der Subversion an die Wand malt, und sie zögert nicht, einen Teil der Bevölkerung gegen den andern aufzuwiegeln und das Chaos vorzubereiten. Um die Republik zu retten,

wählt FGDS

Haben die Arbeiter wirklich etwas erreicht?

— Frankreich hat sich empört; die Arbeiter haben dezentere Löhne und Arbeitszeiten verlangt, aber auch die Freiheit und die Menschenwürde für alle.

— Die Regierung Pompidous hat kapituliert. Wird sie aber verhindern, dass die Preise steigen und der Franc sinkt, sie die die ganze Verantwortung für den wirtschaftlichen und sozialen Misserfolg trägt, der aus der Zusammenhanglosigkeit und mangelnden Vorausplanung resultierte? Als Beispiel möchten wir nur die Sécurité Sociale erwähnen.

— Wo sind die sozialen Wohnungen? Was ist aus den Gesetzentwürfen über die Bodenpreisspekulationen geworden? Ist die Arbeitslosigkeit zurückgegangen? Ist die französische Industrie konkurrenzfähig geworden? Wo sind die neuen Strukturen, deren die Landwirtschaft notwendig bedarf?

— Nur die F.G.D.S. schlägt eine Kredit- und Investitionspolitik sowie eine kohärente soziale und fiskale Politik vor. Nur diese Politik wird nicht allein die Steigerung der Produktion und der Wirtschaftskraft und also auch die Vollbeschäftigung, sondern auch eine bessere Verteilung des Einkommens für Stadt und Land, die Gewährleistung der erworbenen Vorteile und ihre Konsolidierung durch die Entwicklung des Unterrichtswesens und der Weiterbildung ermöglichen.

Die schönen Versprechungen

— In den letzten Wochen haben die Franzosen deutlich bekundet, dass sie ihre Angelegenheiten selbst in die Hand zu nehmen gewillt sind. Man antwortet ihnen von oben herab, dass man ihnen eines Tages die «Participation» gewähren wird. Und damit will man sie zum Besten haben.

— Seit 10 Jahren hält die gaullistische Regierung das Parlament an der Leine, zerstört die Gemeindefreiheiten, verweigert der Gewerkschaft einen legalen Platz im Betrieb, improvisiert immer neue, rein willkürliche Reformen (so im Unterrichtswesen, bei der Sécurité Sociale, usw.).

— Sie dialogiert mit niemanden, ausser mit den Grossunternehmern. Sie wird nie fähig sein, den Studenten und den Arbeitern eine wahre Beteiligung zu gewährleisten.

— Nur die Linke, unter Führung der F.G.D.S., wird überall die demokratische Beteiligung aller an der Wirtschaftsführung, im Betrieb, in den Schulen, auf der Universität, in den Gemeinden, den Provinzbezirken und auf nationaler Ebene einführen. Nur eine freie Diskussion mit den Interessenten und ihren zuständigen Vertretern wird eine Politik der Gerechtigkeit und der Freiheit, auf dem Gebiet der Gesundheit, des Wohnungsbaues, der Arbeit, der wahren Gleichberechtigung der Frau, der Kultur und des Fernsehens, herbeiführen. Ohne diese Freiheit ist die «Participation» ein leeres Wort.

IREG - Strasbourg - 6/1968 - N° 1131

8e CIRCONSCRIPTION DU BAS-RHIN

Démocrate et Socialiste

Vor wem soll man Angst haben?

— Vor denjenigen, die gegen die Verfassung verstossen, sogenannte « Comités d'action civique » ins Leben rufen und dabei sich auf die persönliche Macht eines einzelnen stützen?

— Oder vor der F.G.D.S., welche die republikanische Legalität verteidigt und sich zu einem deutlichen Programm bekennt?

— Vor dem hinterhältigen Lächeln Pompidous?

— Oder vor der Rechtschaffenheit eines Mendès-France?

— Vor denjenigen, deren Aussenpolitik stets nach den Launen eines Einzelnen wechselt (Canada, Israel, usw.), den Interessen der Waffenlieferanten dient und dabei den fanatischsten Nationalismus, wie z. B. die NPD, aufhetzt?

— Oder vor denjenigen, die als Demokraten und Sozialisten seit 20 Jahren an der Versöhnung der Völker, der kontrollierten Abrüstung, der Entwicklung der internationalen Institutionen und der Einheit Europas gearbeitet haben?

FÜR einen wahren sozialen Wirtschaftsplan
FÜR die Förderung der Freiheiten und die Mitbestimmung
FÜR den inneren Frieden und die Wahrung der Republik

Wählt

Gérard SCHLOTTER

Professeur d'Enseignement technique - 32 ans

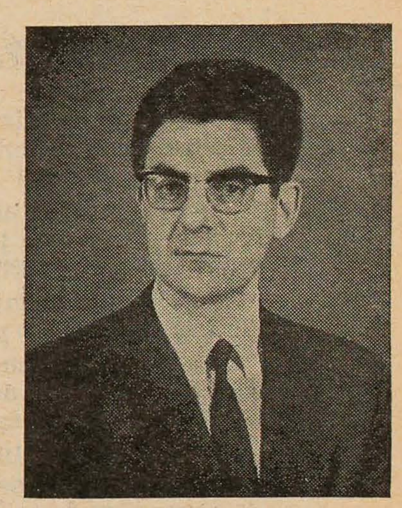
Suppléant: **Roch PERRIN**

Professeur de Lettres

Comité local de la Fédération :

BARTOLO
Docteur en médecine

SCHIESS
Conseiller Municipal de Herrlisheim



Gérard SCHLOTTER
Professeur

VU : Les Candidats

ELECTIONS LEGISLATIVES DU 23 JUIN 1968

Fédération de la Gauche

Dix ans de pouvoir personnel ont conduit le pays au bord de la guerre civile. Placé devant l'échec de sa politique incohérente et antisociale, le pouvoir cède à certaines revendications ; il fait sur le reste des promesses illusoires. Il veut effrayer les Françaises et les Français en agitant l'épouvantail du désordre et de la subversion ; il n'hésite pas à dresser ainsi une partie du pays contre l'autre et à organiser le chaos. Pour sauver la République,

votez FGDS

Les travailleurs ont-ils gagné ?

— La France s'est révoltée, les travailleurs ont réclamé des salaires et des horaires décents, mais aussi la liberté et la dignité pour tous.

— Le gouvernement Pompidou a capitulé, mais empêchera-t-il les prix de monter et le franc de baisser, lui qui porte l'entière responsabilité de la faillite économique et sociale, fruit de son imprévision et de son incohérence ? Voyez la Sécurité Sociale...

— Où sont les logements sociaux ? Que sont devenus les projets de loi sur la spéculation foncière ? Le chômage est-il en régression ? L'industrie française est-elle devenue compétitive ? Où sont les nouvelles structures indispensables à l'agriculture ?

— Seule la Fédération de la Gauche propose une politique financière d'investissements et de crédit et une politique fiscale et sociale cohérente. Seule, cette politique permettra non seulement l'accroissement de la productivité et le relèvement de l'économie et donc le plein-emploi, mais aussi une meilleure répartition des revenus à la ville et à la campagne, le maintien des avantages acquis et leur consolidation par le développement de l'enseignement et la promotion technique.

Les belles promesses

— Les Français viennent d'affirmer leur volonté de prendre en main leurs propres affaires. On leur répond de haut qu'on leur octroiera un jour la « participation ». C'est se moquer du monde !

— Depuis dix ans, le pouvoir gaulliste tient le Parlement en bride, ruine les libertés locales, refuse une place légale à la section syndicale d'entreprise, multiplie les réformes improvisées et purement arbitraires (enseignement, sécurité sociale...).

— Il ne dialogue avec personne, sauf le grand patronat. Il ne sera jamais capable d'offrir une vraie « participation » aux étudiants et aux travailleurs.

— Seule, la gauche, entraînée par la F.G.D.S., pourra introduire partout la participation démocratique de tous à la gestion : à l'usine, à l'université, dans les écoles, dans les communes et les régions, au niveau national enfin.

— Seule, une libre discussion avec les intéressés et leurs représentants qualifiés conduira à une politique de justice et de liberté, en matière de santé, de logement, d'emploi, de promotion de la jeunesse, de culture et de télévision. Sans cette liberté, la participation n'est qu'un vain mot.

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES DE JUIN 1968
8e CIRCONSCRIPTION : HAGUENAU - BISCHWILLER - BRUMATH

UNION POUR LA DEFENSE DE LA REPUBLIQUE



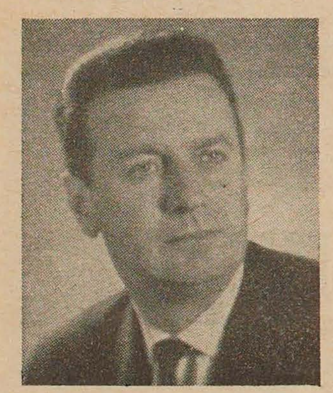
« Jamais une consultation nationale n'a eu une telle importance... » (Ch. de Gaulle, 7 juin 1968)

Avec DE GAULLE
et POMPIDOU

Pour la défense de la République
les réformes indispensables
la stabilité politique et financière
la justice sociale
la parité de l'Agriculture
le Marché Commun et l'Europe
le soutien des personnes âgées, des veuves, des invalides
la défense de nos traditions chrétiennes
la Paix

Contre le désordre et l'anarchie

DÉPUTÉ SORTANT

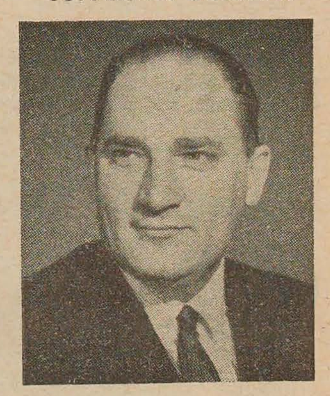


G. SPRAUER
Maire de Kilstett
Conseiller Général

VOTEZ
Germain SPRAUER
et
Paul RUSTENHOLZ

PAS D'ABSTENTION

SUPPLÉANT SORTANT



P. RUSTENHOLZ
Notaire — Adjoint
au Maire de Bischwiller

Electrices, Electeurs !

Une fois de plus, le Général De GAULLE vient de tirer le pays d'une situation véritablement pré-révolutionnaire. Pendant des semaines, la vie économique de la France a été paralysée, l'insurrection s'est manifestée, des agitateurs professionnels ont poussé à la violence, les chefs des organisations syndicales ont commencé à perdre l'autorité sur leurs adhérents ; à brève échéance c'était le chaos, l'anarchie, la révolution, peut-être même la guerre civile. La grande masse des Français était profondément inquiète.

La déclaration du Président de la République du 30 mai 1968 a rétabli l'ordre et ramené la confiance. Plus d'un million de Français ont spontanément manifesté leur attachement à la liberté et au régime républicain.

Les réformes nécessaires ont été annoncées, et, dès maintenant, de substantielles mesures ont été prises : relèvement du SMIG, suppression des zones de salaire, augmentation des rémunérations, diminution de la durée du travail hebdomadaire, examen rapide des dispositions concernant la sécurité sociale en vue de leur amélioration.

Electrices, Electeurs, vous êtes pour la stabilité des institutions, que vous avez approuvées. Vous êtes pour un régime démocratique.

Le 23 juin prochain, le problème qui se posera pour vous, sera de savoir si tout doit être remis en question.

Vous êtes contre le chaos, l'anarchie, la révolution, la dictature du communisme totalitaire, dont la Fédération de la Gauche ne fait que le jeu (en attendant de disparaître).

Vous voulez l'ordre et la paix qui seuls permettent le progrès et la prospérité.

Vous voulez que des réformes profondes interviennent dans la légalité dans le domaine économique et social, scolaire et universitaire.

Vous voulez une économie prospère dans un cadre régional «décentralisé».

Vous êtes pour le maintien du régime local de la sécurité sociale et des pensions de vieillesse, pour le maintien des avantages acquis par une stabilité de la monnaie, pour le plein emploi, pour l'équipement sportif et les oeuvres de jeunesse.

Vous voulez rester des hommes libres.

Votre choix est fait : avec des millions d'autres Français vous approuverez une politique de réformes, d'ordre et de stabilité.

Le député sortant Germain SPRAUER a rempli consciencieusement son mandat à l'égard de ses électeurs, quelles que soient leurs idées et leurs opinions. Il s'est attaché à aider et conseiller les maires et à intervenir en faveur de tous ceux qui ont bien voulu s'adresser à lui.

Ses permanences et plus particulièrement celle de Haguenau ont eu la visite de nombreux habitants de la région avec lesquels il a eu plaisir à s'entretenir ; il s'est occupé d'eux avec dévouement, avec Paul RUSTENHOLZ qui l'a aidé dans sa tâche, il les remercie de la confiance qu'ils lui ont témoignée.

Il a prouvé son sens social en faisant supprimer dès 1963 les zones de salaire dans le cadre du syndicat professionnel régional dont il est le vice-président.

Rapporteur pour les affaires économiques au Conseil Général, M. SPRAUER a pris de nombreuses initiatives en faveur du développement économique et d'une aide du département en faveur des communes pour faciliter l'industrialisation.

Au-delà de sa personne, en allant tous voter, vous marquerez votre détermination d'arrêter les tentatives de désordre et d'anarchie.

Toutes les électrices, tous les électeurs doivent remplir leur devoir en allant voter pour les **CANDIDATS QUE L'UNION POUR LA DEFENSE DE LA REPUBLIQUE PROPOSE A VOS SUFFRAGES :**

Germain SPRAUER

Député sortant - Conseiller Général
Maire de Kilstett

Né le 15 février 1920 à Kilstett, Germain Sprauer est marié et père de 4 enfants. Diplômé en droit et en sciences économiques, il habite Kilstett et y dirige une entreprise de produits en béton. Il a été élu Maire en 1959, Conseiller Général en 1964 et Député en mars 1967.

Paul RUSTENHOLZ

Député suppléant sortant - Notaire Adjoint au Maire de Bischwiller

Né le 2 septembre 1927 à Haguenau, Paul Rustenholz est marié et père de 2 enfants. Licencié en droit, il exerça à Haguenau, à Pfaffenhoffen, puis fut nommé à Bischwiller en 1959. Il a été élu Adjoint au Maire de Bischwiller en 1965 et député suppléant en mars 1967.

Electrices, Electeurs !

Seule une majorité plus cohérente que celle de la dernière Assemblée permettra de réaliser les réformes indispensables et d'annihiler le jeu stérile de l'opposition. Seule l'Union pour la Défense de la République peut faire barrage au désordre, à l'anarchie, au totalitarisme.

PAS D'ABSTENTION - VOTEZ TOUS

Germain SPRAUER

Député sortant — Conseiller Général du Bas-Rhin — Maire de Kilstett

et PAUL RUSTENHOLZ

Suppléant sortant — Notaire — Adjoint au Maire de Bischwiller

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES DE JUIN 1968
8e CIRCONSCRIPTION : HAGUENAU - BISCHWILLER - BRUMATH

UNION POUR LA DEFENSE DE LA REPUBLIQUE



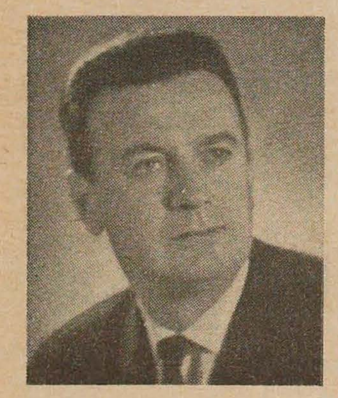
« Noch nie kam einer Volksbefragung eine derartige Bedeutung zu . . . » (Ch. de Gaulle, 7. Juni 1968)

Mit DE GAULLE und POMPIDOU

Für die Verteidigung der Republik
die notwendigen Reformen
die politische und finanzielle Stabilität
die soziale Gerechtigkeit
die Parität der Landwirtschaft
den Gemeinsamen Markt und Europa
die Wahrung der Interessen der Alten, Witwen und Invaliden
die Verteidigung unserer christlichen Traditionen
den Frieden

Gegen Unordnung und Anarchie

DÉPUTÉ SORTANT



G. SPRAUER
Maire de Kilstett
Conseiller Général

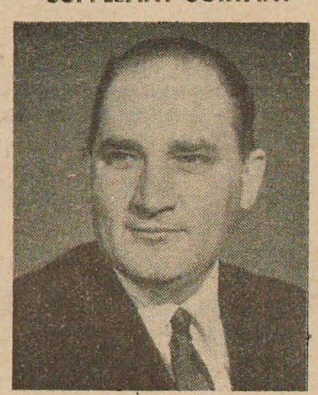
WÄHLT

Germain SPRAUER

und

Paul RUSTENHOLZ

SUPPLÉANT SORTANT



P. RUSTENHOLZ
Notaire — Adjoint
au Maire de Bischwiller

KEINE ENTHALTUNG

Wählerinnen, Wähler!

Einmal mehr hat General DE GAULLE das Land aus einer ausgesprochen pro-revolutionären Lage befreit. Wochenlang lag das Wirtschaftsleben Frankreichs danieder, Aufruhr tat sich kund, professionelle Aufwiegler riefen Gewalttätigkeiten hervor, die Gewerkschaftsführer verloren zusehends ihre Autorität ihren Anhängern gegenüber ; das Chaos, die Anarchie, die Revolution, vielleicht gar der Bürgerkrieg standen in bedrohlicher Nähe. Die grosse Masse der Franzosen war Opfer einer tiefgehenden Beunruhigung.

Die Erklärung des Präsidenten der Republik vom 30. Mai 1968 hat die Ordnung hergestellt und das Vertrauen wieder gebracht. Ueber eine Million Franzosen haben spontan bekundet, dass sie die Freiheit und das republikanische Regime wollen.

Die notwendigen Reformen sind angekündigt worden und sofort wurden Massnahmen ergriffen : Anhebung des Mindestlohnes, Aufhebung der Lohnzonen, Erhöhung der Löhne, Kürzung der Arbeitsdauer, sofortige Ueberprüfung der Bestimmungen über die Sozialversicherung, um sie zu verbessern.

Wählerinnen und Wähler, Ihr seid für die Stabilität der Institutionen, die Ihr bereits gebilligt habt. Ihr seid Anhänger des demokratischen Regimes.

Das Problem, das euch am kommenden 23. Juni gestellt werden wird, wird das sein zu wissen, ob alles wieder in Frage gestellt werden soll.

Ihr wollt nichts wissen vom Chaos, von der Anarchie, der Revolution, von der Diktatur des totalitären Kommunismus, dessen Spiel die Linksföderation nur begünstigt (um nachher selbst zu verschwinden).

Ihr wollt die Ordnung und den Frieden, die allein den Fortschritt und das Wohlergehen ermöglichen.

Ihr wollt, dass in aller Legalität durchgreifende Reformen auf wirtschaftlichem und sozialem Gebiet, im Schulwesen und in der Universität durchgeführt werden.

Ihr seid für die Beibehaltung des lokalen Regimes der Sozialversicherung und der Altersrenten, für die Wahrung der erworbenen Vorteile durch die Stabilität der Währung, für Vollbeschäftigung aller Arbeitskräfte, für die sportliche Ausrüstung und die Unterstützung der Jugendwerke.

Freie Menschen wollt Ihr bleiben.

Eure Wahl ist entschieden : mit Millionen anderer Franzosen werdet Ihr eine Politik der Reformen, der Ordnung und der Stabilität billigen.

Der bisherige Député Germain SPRAUER hat sein Mandat seinen Wählern gegenüber gewissenhaft erfüllt, ohne Rücksicht auf deren politische oder weltanschauliche Einstellung. Er hat sich eine Pflicht daraus gemacht den Maires mit Rat und Tat zu helfen und Schritte für alle diejenigen zu tun, die sich an ihn gewandt haben.

Er hat sein soziales Empfinden dadurch gezeigt, dass er bereits 1963 die Aufhebung der Lohnzonen im Rahmen des regionalen Berufssyndikates, dessen Vizepräsident er ist, durchgesetzt hat.

Seine Sprechstunden, besonders diejenigen von Haguenau, wurden von zahlreichen Bewohnern der Gegend aufgesucht, er hatte die Freude sich mit ihnen auszusprechen und sich geflissentlich ihren Angelegenheiten zu widmen. Er dankt ihnen für das Vertrauen, das sie ihm bekundet haben. Paul RUSTENHOLZ, der ihn dabei tatkräftig unterstützt hat, spricht ebenfalls seinen Dank aus.

Als Berichterstatter der wirtschaftlichen Fragen im Generalrat hat H. SPRAUER zahlreiche Initiativen ergriffen, um die wirtschaftliche Entwicklung zu fördern und einen Zuschuss des Departements für die Gemeinden zu erwirken, um deren Industrialisierung zu erleichtern.

Ihr werdet nicht nur seinetwegen alle zur Urne gehen, sondern auch um eurer Entschlossenheit Ausdruck zu verleihen zur Unterbindung jeglicher Unternehmen der Unordnung und der Anarchie.

Alle Wählerinnen und alle Wähler sollten ihrer Pflicht nachkommen und ihre Stimmen für die Kandidaten abgeben, welche die **Union für die Verteidigung der Republik aufstellt :**

Germain SPRAUER

Bisheriger Député, Generalrat, Maire von Kilstett

Geboren am 15. Februar 1920 in Kilstett, verheiratet und Vater von 4 Kindern. Nach Beendigung seines wirtschafts- und rechtswissenschaftlichen Studiums, übernahm er die Leitung eines Betriebes der Betonbranche in Kilstett, wo er wohnt. Er wurde 1959 zum Maire gewählt, 1964 zum Generalrat und 1967 zum Député.

Paul RUSTENHOLZ

Bisheriger stellvertretender Député - Notar
Adjoint au Maire von Bischwiller

Geboren am 2. September 1927 in Haguenau, verheiratet und Vater von 2 Kindern, Licencié en droit. Er war in Haguenau, Pfaffenhoffen tätig und wurde dann im Jahre 1959 nach Bischwiller ernannt. Er wurde im Jahre 1965 zum Adjoint der Stadt Bischwiller gewählt und 1967 zum stellvertretenden Député.

Wählerinnen, Wähler!

Nur eine stärkere Majorität als die der letzten Kammer kann es erlauben durchgreifende Reformen durchzuführen und den fruchtlosen Machenschaften der Opposition Einhalt zu gebieten. Nur die Union pour la Défense de la République kann sich wirksam der Unordnung, der Anarchie, dem Totalitarismus widersetzen.

keine Enthaltung - wählt alle

Germain SPRAUER

Député sortant — Conseiller Général du Bas-Rhin — Maire de Kilstett

und PAUL RUSTENHOLZ

Suppléant sortant — Notaire — Adjoint au Maire de Bischwiller

Vu les Candidats

Imprimerie du « NOUVEL ALSACIEN »



ÉLECTIONS LÉGISLATIVES • JUIN 1968

CIRCONSCRIPTION VIII - Haguenau-Bischwiller

Charles CHRISTMANN

Ancien Conseiller Municipal de Haguenau



Suppléant :

Edouard KAROL

Tailleur

Electrices, Electeurs,

Une année à peine s'est écoulée depuis les dernières élections de députés du 5 mars 1967 et déjà vous êtes rappelés devant les urnes, l'Assemblée Nationale ayant été dissoute.

Pourquoi ?

1 Parce que le Président de la République et le gouvernement gaulliste au service du grand capital n'ont pas voulu tirer les leçons de ces dernières élections qui n'avaient envoyé qu'une faible majorité d'inconditionnels au parlement.

Malgré cet avertissement la même politique antisociale menée depuis bientôt 10 ans a été continuée, même accentuée par le démantèlement de la Sécurité sociale.

Et les 8 députés gaullistes du Bas-Rhin furent encore plus au garde-à-vous que les pires inconditionnels.

2 Parce que le mécontentement populaire a éclaté en mai.

— 10 millions de grévistes ont arraché l'année sociale que de Gaulle avait promise depuis longtemps.

- *10 à 19 % d'augmentation des salaires et traitements,*
- *1 à 2 heures de réduction des horaires de travail,*
- *congés supplémentaires pour les jeunes,*
- *augmentation des primes de vacances et de fin d'année,*
- *augmentation des retraites,*
- *nouvelles libertés syndicales.*

Les enseignants et les universitaires ont essayé de transformer l'éducation nationale et l'université.

Voilà pourquoi de Gaulle a été obligé de dissoudre l'Assemblée Nationale qui n'était plus conforme à la volonté populaire.

Mais attention à toutes les manœuvres, car le régime veut gagner quelques mois pour pouvoir continuer ensuite son ancienne politique. C'est dans ce but qu'il regroupe autour des gaullistes tous les anciens éléments fascistes de l'OAS. Le retour de Bidault en est la preuve.

LE REGIME ACTUEL EST UN REGIME DE BANQUIERS DONT LE BUT EST DE FAIRE PROFITER LES MONOPOLES SUR LE DOS DES TRAVAILLEURS ET DES COUCHES LABORIEUSES.

Or les graves problèmes qui obscurcissent l'avenir de notre pays doivent être réglés d'urgence :

EN ALSACE

- *Le chômage apparaît à cause des concentrations capitalistes, malgré des milliers de travailleurs frontaliers.*
- *Les mesures gaullistes contre la Sécurité sociale ont été une atteinte intolérable à nos avantages sociaux acquis il y a plus de 80 années.*
- *Notre jeunesse devient culturellement sous-développée à cause d'un enseignement non bilingue et dépassé.*
- *Le danger nazi qui réapparait de l'autre côté du Rhin, inquiète fortement nos sentiments nationaux. Seuls les communistes par leurs manifestations au Struthof et ailleurs, protestent contre la remontée de la revanche et du nazisme allemand.*

Que propose de Gaulle, son gouvernement et ses candidats ?

« LA PARTICIPATION OU L'AUTOGESTION »

Les Alsaciens connaissent très bien cette formule ; sous l'occupation hitlérienne, les ouvriers et les patrons étaient dans un même syndicat dirigé par les nazis au profit du grand patronat.
Les Alsaciens voient fonctionner un tel régime en République Fédérale Allemande. Là-bas l'autogestion existe dans les entreprises depuis de nombreuses années. Cela n'a pas empêché l'injustice sociale de s'accentuer, cela n'a pas empêché le gouvernement capitaliste allemand de decréter des lois d'exception pour faire passer sa politique antisociale.

10 ans de Gaullisme, cela suffit

ELECTRICES, ELECTEURS COMPAREZ ET JUGEZ

- **D'un côté** un régime qui a tous les pouvoirs et toutes les majorités et qui en 10 ans n'a réglé aucun problème, un régime qui utilise dès qu'il est en difficulté, des éléments aventuriers et fascisants pour avoir raison contre les démocrates et la République, même par une dictature gaulliste.
A Strasbourg, les députés UNR ont été parmi ceux qui ont brisé les vitres de l'université. Ils se sont retrouvés avec les mêmes éléments qui se sont déjà dressés en 1958 contre la légalité républicaine. Les comités d'action civique qu'ils cherchent à créer, préfigurent ce qu'en Allemagne hitlérienne on avait appelé les S.A.
- **De l'autre côté** dans le pays tout entier 10 millions de grévistes, des centaines de manifestations de rues, dont deux très importantes à Strasbourg, environ 4.000 grévistes dans notre arrondissement. Partout les ouvriers, les employés, les cadres et techniciens ont gardé leur sang froid, leur discipline et leur fermeté.

Il faut véritablement un changement total de politique

LES COMMUNISTES PROPOSENT :

- *la satisfaction des revendications sociales les plus élémentaires dont l'échelle mobile des salaires et des prix pour garantir le pouvoir d'achat*
- *l'application des nouvelles libertés syndicales conquises dans toutes les entreprises*
- *relèvement sensible du plancher d'exonération fiscale à 6.000 F et réaménagement du barème de l'impôt sur le revenu, autrement les travailleurs se verront frustrés des augmentations des salaires acquis.*
- *réforme démocratique de l'enseignement et de l'université.*

Toutes ces réformes peuvent être accomplies :

1 si l'union des forces de gauche se rassemble sur un programme social avancé, ligotant les grands monopoles par les nationalisations des industries clés et une planification démocratique permettant une véritable expansion.

2 si un gouvernement populaire d'union démocratique se constitue avec des ministres communistes.

Electrices, Electeurs votez avec réalisme

- **pour le Parti qui vous défend tous depuis toujours,**
- **pour le Parti qui sans se lasser lutte pour cette unité des forces de progrès, qui bâtira demain avec tous une France démocratique, indépendante, pacifique dont la prospérité profitera à ses enfants.**
- **Jeunes votre France de demain sera socialiste.**

Votez pour le Parti Communiste Français

POUR SES CANDIDATS :

Charles CHRISTMANN

Ancien Conseiller Municipal de Haguenau

SUPPLEANT :

Edouard KAROL

Tailleur

ICAL . Strasbourg

VU LES CANDIDATS

Was schlagen de Gaulle, seine Regierung und seine Kandidaten vor?

« DIE BETEILIGUNG ODER MITVERWALTUNG. »

Die Elsässer kennen ganz genau diese Formel. Unter der Hitlerbesetzung befanden sich Arbeiter und Patronat in der gleichen, von Nazis geleiteten Gewerkschaft zugunsten des Grosspatronats.
Die Elsässer sehen wie ein solches Regime in der Bundesrepublik funktioniert. Dort besteht die Mitverwaltung in den Unternehmen seit zahlreichen Jahren. Dies hindert nicht die Verschärfung der sozialen Ungerechtigkeit. Dies hinderte nicht die deutsche kapitalistische Regierung Notstandsgesetze herauszugeben um ihre antisoziale Politik durchzusetzen.

10 Jahre Gaullismus, das reicht

Wählerinnen und Wähler vergleicht und urteilt.

- **Auf der einen Seite** ein Regime das alle Vollmachten und alle Mehrheiten besitzt, das aber in 10 Jahren kein Problem gelöst hat, ein Regime, das, sobald es in Schwierigkeiten ist Abenteuerer und faschisierende Elemente benützt um sich gegen die Demokraten und die Republik durchzusetzen und sei es mit einer gaullistischen Diktatur.
In Strasbourg befanden sich die UNR-Députés inmitten derjenigen die die Fenster der Universität zerschlagen haben. Sie haben sich mit denjenigen Elementen zusammengefunden die sich bereits 1958 gegen die republikanische Legalität erhoben. Die Comités d'Action Civique, die sie zu bilden suchen, sind eine Vorstufe dessen was man in Hitlerdeutschland die S.A. nannte.
- **Auf der anderen Seite**, im ganzen Lande, 10 Millionen Streikende, hunderte Strassenkundgebungen, wovon 2 bedeutsame in Strasbourg. Überall bewahrten die Werktätigen, die Angestellten, die Kaders und Techniker ihre Kaltblütigkeit, ihre Disziplin und ihre Entschlossenheit.

Es muss wirklich eine totale politische Aenderung stattfinden

Die Kommunisten schlagen vor :

- *Die Befriedigung der elementarsten sozialen Forderungen, darunter die gleitende Lohn-Preis-Skala, um die Kaufkraft zu sichern.*
- *Die Anwendung der neuen Gewerkschaftsfreiheiten, die in allen Unternehmen errungen wurden.*
- *Die merkliche Erhöhung der Steuerbefreiung bis 6.000 F. Die Revision der Einkommensteuer, damit die Arbeiter nicht durch die Besteuerung um die errungenen Lohnerhöhungen betrogen werden.*
- *Die demokratische Reform des Unterrichtes und der Universität.*

Alle diese Reformen können durchgeführt werden :

1. Wenn die Einigung der Linkskräfte sich um ein sozial, fortschrittliches Programm bildet und die grossen Monopole durch die Nationalisierung der Schlüsselindustrie und eine demokratische Planung fesselt, die eine Wirtschaftsexpansion erlaubt.
2. Wenn eine Volksregierung der demokratischen Einigung sich mit kommunistischen Ministern bildet.

Wählerinnen und Wähler, wählt mit Realismus

- **Für die Partei die euch seit immer verteidigt.**
- **Für die Partei, die ohne Unterlass für die Einheit der Fortschrittskräfte kämpft, die morgen mit euch allen ein demokratisches, unabhängiges, friedliches Frankreich errichten wird, dessen Wohlstand seinen Kindern zugute kommt.**
- **Jugendliche, euer Frankreich von morgen wird sozialistisch sein.**

Wählt für die Französische Kommunistische Partei

STIMMT FÜR

Charles CHRISTMANN

Ancien Conseiller Municipal de Haguenau

SEIN STELLVERTRETER :

Edouard KAROL

Tailleur

VU LE CANDIDAT



ÉLECTIONS LÉGISLATIVES • JUIN 1968

CIRCONSCRIPTION VIII - Haguenau-Bischwiller

Charles CHRISTMANN

Ancien Conseiller Municipal de Haguenau



SUPPLEANT :

Edouard KAROL

Tailleur

Wählerinnen, Wähler,

Kaum ein Jahr ist seit den letzten Députéswahlen vom 5. März 1967 vergangen und bereits werdet ihr erneut vor die Urnen gerufen, denn die Assemblée Nationale wurde aufgelöst.

Weshalb ?

1. Weil der Präsident der Republik und die gaullistische Regierung, die im Dienste des Grosskapitals stehen, nicht die Lehren aus den vergangenen Wahlen ziehen wollten, anlässlich welcher nur eine geringe Mehrheit von bedingungslosen Gaullisten ins Parlament entsandt wurde.
Trotz dieser Warnung wurde die gleiche antisoziale Politik, die seit fast 10 Jahren besteht, weitergeführt und sogar durch den Abbau der Sozialversicherung verstärkt.
Und die 8 gaullistischen Députés des Bas-Rhin standen noch mehr in Garde-à-vous-Stellung als die anderen Gaullisten.

2. Weil die Unzufriedenheit des Volkes im Mai ausbrach.

— 10 Millionen Streikende haben das soziale Jahr durchgesetzt, das de Gaulle seit langem verspricht. Mit :

- *10 bis 19 % Erhöhung der Löhne und Gehälter.*
- *Kürzung der Arbeitszeit um 1 bis 2 Stunden.*
- *Zusätzliche Ferien für die Jugendlichen.*
- *Erhöhung der Ferien- und Jahresendprämien.*
- *Erhöhung der Renten und neue Gewerkschaftsfreiheiten.*

Das Lehrpersonal und die Universität versuchten das Erziehungswesen und den Inhalt der Universität zu ändern.
Das sind die Gründe weshalb de Gaulle gezwungen wurde die Assemblée Nationale aufzulösen, die dem Willen des Volkes nicht mehr entspricht. Aber Achtung vor allen Manövern. Denn die Regierung will einige Monate gewinnen um ihre alte Politik weiter durchführen zu können. Deshalb sammelt sie um sich die Gaullisten, alle ehemaligen faschistischen Elemente der OAS. Die Rückkehr von Bidault ist der Beweis.

DAS JETZIGE REGIME IST EIN REGIME DER BANKIERS DESSEN ZIEL DARIN BESTEHT DEN MONOPOLEN PROFITE AUF DEM RÜCKEN DER WERKTÄTIGEN UND DER SCHAFFENDEN SCHICHTEN ZU SICHERN.

Die ernsten Probleme die die Zukunft unseres Landes verdunkeln, müssen dringend geregelt werden :

IM ELSASS

- *erscheint die Arbeitslosigkeit trotz tausenden Grenzgängern auf Grund der Konzentrationen,*
- *die gaullistischen Massnahmen gegen die Sozialversicherung waren ein unerträglicher Angriff auf unsere sozialen Vorteile die vor mehr als 80 Jahren errungen wurden,*
- *unsere Jugend wird kulturell unterentwickelt auf Grund eines überholten und nicht zweisprachigen Unterrichtes,*
- *die Nazigefahr erscheint auf der anderen Seite des Rheins, beunruhigt stark unsere nationalen Gefühle. Allein die Kommunisten, durch ihre Kundgebungen auf dem Struthof und anderswo, protestieren gegen das Wiederauferstehen der deutschen Revanche und des Nazitums.*